

ADDITIF N°0001/A/ASRAN/CIPM/2025 DU **02 JUIL 2025** AUX APPELS D'OFFRES

Le Directeur Général de l'Autorité de Sûreté Radiologique et de Sécurité Nucléaire (ASRAN) a l'honneur de porter à l'attention des candidats à l'Avis d'Appel d'Offres ci-dessous que certaines dispositions ont été corrigées ainsi qu'il suit :

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N°0001/AONO/ASRAN/CIPM/2025 du 12 juin 2025 pour l'acquisition et l'installation des équipements scientifiques a l'ASRAN

Les articles ci-dessous sont modifiés ainsi qu'il suit :

I. Pièce 1 : Avis d'Appel d'Offres

Au lieu de :

17. Critères d'évaluation

17.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de:

- l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- la non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- du non-respect d'au moins 10 critères essentiels sur 13;
- l'absence de prospectus, catalogue, dessin ou fiche technique produit par le fabricant ;
- du non-respect de l'une des spécifications techniques majeures indiquées dans les spécifications techniques des fournitures du présent DAO;
- de l'absence du certificat d'origine ;
- du non-respect d'au moins 7 OUI/9 des spécifications techniques mineures pour le lot 1, indiquées dans les spécifications techniques des fournitures du présent DAO;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- l'absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de chantier durant les trois (03) dernières années ;
- l'absence de la lettre de soumission.
- l'absence de la charte d'intégrité ;
- l'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental ;
- le non-respect du format de fichiers des offres;
- Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

Lire plutôt :

17. Critères d'évaluation

17.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de:

- l'absence d'une caution de soumission timbrée à l'ouverture des plis avec la mention manuscrite de l'Etablissement financier émetteur accompagnée du titre émis par ce dernier et du récépissé de consignation

délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) (cf points I et II de la lettre-circulaire susmentionnée);

- l'absence d'une caution de soumission timbrée avec la mention manuscrite de l'Etablissement financier émetteur, titre émis par ce dernier, accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) (cf points I et II de la lettre-circulaire susmentionnée);

- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- du non-respect d'au moins 10 critères essentiels sur 13;
- l'absence de prospectus, catalogue, dessin ou fiche technique produit par le fabricant ;
- du non-respect de l'une des spécifications techniques majeures indiquées dans les spécifications techniques des fournitures du présent DAO;
- de l'absence du certificat d'origine ;
- du non-respect d'au moins 7 OUI/9 des spécifications techniques mineures pour le lot 1, indiquées dans les spécifications techniques des fournitures du présent DAO;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- l'absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de chantier durant les trois (03) dernières années ;
- l'absence de la lettre de soumission.
- l'absence de la charte d'intégrité ;
- l'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental ;
- le non-respect du format de fichiers des offres;
- Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

II. Pièce IV: Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Au lieu de :

26. Garanties ou cautions

Le Cocontractant devra fournir les garanties décrites ci-après émanant d'organismes financiers agréés par le Ministre chargé des finances en faveur du Maître d'Ouvrage dans les délais, pour le montant, selon la manière et sous la forme indiquée ci-après :

26.1. Cautionnement définitif

- a) Le cautionnement définitif sera constitué et transmis au chef du service du marché dans un délai maximum de vingt (20) jours calendaires à compter de la date de notification du marché et en tout cas avant le premier paiement.
- b) Son montant est fixé à 5% du montant TTC du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.
- c) La garantie sera libellée dans la ou les monnaie(s) du marché, ou dans une monnaie librement convertible satisfaisant le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, et devra suivre l'un des modèles fournis dans le Dossier d'appel d'offres, comme indiqué par le Maître d'ouvrage dans le CCAP.
- d) Les modes de substitution du cautionnement sont prévus conformément à l'article 140 du code des marchés publics
- b) Le cautionnement définitif sera restitué dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des prestations, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'ouvrage après demande du Cocontractant.
- c) Les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux ainsi que les organisations de la société civile peuvent produire, à la place du cautionnement, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur.

26.2. Cautionnement de bonne exécution en remplacement de la retenue de garantie

La retenue de garantie est fixée à 10% du montant TTC de la lettre-commande.

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement de bonne exécution sera effectuée dans un délai de 30 jours calendaire après la réception définitive des prestations sur main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage après expiration du délai de garantie.

A l'expiration d'un délai de 30 jours calendaires, les cautionnements cessent d'avoir effet ; l'organisme compétent est tenu de restituer ces cautionnements ou de libérer la retenue de garantie ou le cautionnement de bonne exécution sur simple demande du Cocontractant de l'administration ; sauf si le Maître d'ouvrage a dûment signifié à la caution du Cocontractant qu'il n'a pas honoré toutes ses obligations.

Dans ce cas, il ne peut être mis fin à l'engagement de la caution que par main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage.

26.3. Cautionnement d'avance de démarrage ou d'avance pour approvisionnement

Sans objet.

Lire plutôt :

Article 26- Garanties ou cautions (CCAG article 32)

Le Cocontractant devra fournir les garanties émanant des banques ou organismes financiers agréés par le Ministre chargé des finances ou ayant un correspondant local agréé.

Les garanties décrites ci-après en faveur du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué sont exigées dans les délais, pour le montant, selon la manière et sous la forme indiquée ci-après **et doivent être timbrées avec mention manuscrite de l'Etablissement financier émetteur, titres émis par ce dernier accompagnées des récépissés de consignation délivrés par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) (cf points I et II de la lettre-circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics):**

26.1. Cautionnement définitif

- d) Le cautionnement définitif sera constitué et transmis au chef du service du marché dans un délai maximum de vingt (20) jours calendaires à compter de la date de notification du marché et en tout cas avant le premier paiement.
- e) Son montant est fixé à 5% du montant TTC du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.
- f) La garantie sera libellée dans la ou les monnaie(s) du marché, ou dans une monnaie librement convertible satisfaisant le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, et devra suivre l'un des modèles fournis dans le Dossier d'appel d'offres, comme indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le CCAP.
- e) Les modes de substitution du cautionnement sont prévus conformément à l'article 140 du code des marchés publics
- c) Le cautionnement définitif sera restitué dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des prestations, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'ouvrage après demande du Cocontractant.
- c) Les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux ainsi que les organisations de la société civile peuvent produire, à la place du cautionnement, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur.

26.2. Cautionnement de bonne exécution en remplacement de la retenue de garantie

La retenue de garantie est fixée à 10% du montant TTC de la lettre-commande.

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement de bonne exécution sera effectuée dans un délai de 30 jours calendaire après la réception définitive des prestations sur main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage après expiration du délai de garantie.

A l'expiration d'un délai de 30 jours calendaires, les cautionnements cessent d'avoir effet ; l'organisme compétent est tenu de restituer ces cautionnements ou de libérer la retenue de garantie ou le cautionnement de bonne exécution sur simple demande du Cocontractant de l'administration ; sauf si le Maître d'Ouvrage a dûment signifié à la caution du Cocontractant qu'il n'a pas honoré toutes ses obligations.

Dans ce cas, il ne peut être mis fin à l'engagement de la caution que par main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage.

26.3. Cautionnement d'avance de démarrage ou d'avance pour approvisionnement

Sans objet.

III. Pièce XIV : Liste Des Etablissements Bancaires Et Organismes Financiers Habilités A Emettre Des Cautions Dans Le Cadre Des Marchés Publics

Au lieu de :

I- BANQUES

N°	I- BANQUES	Adresses
1	ACCESS BANK CAMEROON	BP: 6 000, Ydé
2	AFRILAND FIRST BANK	BP: 11 813, Ydé
3	BANCO NATIONAL DE GUINEA EQUATORIAL	BP : Ydé
4	BANQUE ATLANTIQUE DU CAMEROUN	BP : 2933, Dla
5	BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	BP: 12 962, Dla
6	BANQUE GABONAISE POUR LE FINANCEMENT INTERNATIONAL	BP: 660, Dla
7	BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT	BP: 1 925, Dla
8	BANK OF AFRICA CAMEROUN	BP: 4 593, Dla
9	CITI BANK CAMEROUN	BP: 4 571, Dla
10	COMMERCIAL BANK-CAMEROON	BP : 4004, Dla
11	CREDIT COMMUNAUTAIRE D'AFRIQUE-BANK	BP : 30 388, Ydé
12	ECOBANK CAMEROUN	BP: 582, Dla
13	LA REGIONALE BANK	BP: 30 145, Ydé
14	NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK	BP: 6578, Ydé
15	SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUES-CAMEROUN	BP : 300, Dla
16	SOCIETE GENERALE DU CAMEROUN	BP : 4 042, Dla
17	STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON	BP: 1784, Dla
18	UNION BANK OF CAMEROON	BP: 15 569, Dla
19	UNITED BANK FOR AFRICA	BP : 2 088, Dla
	II- COMPAGNIES D'ASSURANCES	
1	ACTIVA ASSURANCES S.A.	BP : 12 970, Dla
2	AREA ASSURANCES S.A	BP : 15 584, Dla
3	ATLANTIQUE ASSURANCES CAMROUN	BP : 3 073, Dla
4	CHANAS ASSURANCES S.A.	BP : 109, Dla
5	CPA S.A.	BP: 54, Dla
6	NSIA ASSURANCES S.A.	BP:2 759 Dla
7	PRO ASSUR SA.	BP: 5 963, Dla
8	PRUDENTIAL BENEFICIAL GENERAL INSURANCE S.A.	BP: 2 328, Dla
9	ROYAL ONYX INSURANCE CIE	BP: 12 230, Dla
10	SAAR S.A.	BP: 1 011, Dla
11	SANLAM ASSURANCES CAMEROUN	BP: 12 125, Dla
12	SAHAM ASSURANCES S.A., B.P: 11315 Douala	BP: 11 315, Dla
13	ZENITH INSSURANCE S.A.	BP : 1 540, Dla

Lire plutôt :

I- BANQUES

N°	I- BANQUES	Adresses
1	ACCESS BANK CAMEROON	BP: 6 000, Ydé
2	AFRILAND FIRST BANK	BP: 11 813, Ydé
3	BANCO NATIONAL DE GUINEA EQUATORIAL (BANGE BANK Cameroun)	BP : 34 692 Ydé
4	BANQUE ATLANTIQUE DU CAMEROUN (BACM)	BP : 2933, Dla
5	BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (BC-PME)	BP: 12 962, Dla
6	BANQUE GABONAISE POUR LE FINANCEMENT INTERNATIONAL (BGFI BANK)	BP: 660, Dla
7	BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT (BICEC)	BP: 1 925, Dla
8	CITI BANK CAMEROUN	BP: 4 571, Dla
9	COMMERCIAL BANK-CAMEROON (CBC)	BP : 4004, Dla
10	CREDIT COMMUNAUTAIRE D'AFRIQUE-BANK (CCA-BANK)	BP : 6 578, Ydé
11	ECOBANK CAMEROUN (ECOBANK)	BP: 582, Dla
12	LA REGIONALE BANK	BP: 30 145, Ydé
13	NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK (NFC-BANK)	BP: 6578, Ydé
14	SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUES-CAMEROUN (SCB-Cameroun)	BP : 300, Dla
15	SOCIETE GENERALE DU CAMEROUN (SGC)	BP : 4 042, Dla
16	STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON (SCBC)	BP: 1784, Dla
17	UNION BANK OF CAMEROON (UBC)	BP: 15 569, Dla
18	UNITED BANK FOR AFRICA (UBA)	BP : 2 088, Dla
	II- COMPAGNIES D'ASSURANCES	
1	ACTIVA ASSURANCES S.A.	BP : 12 970, Dla
2	AREA ASSURANCES S.A	BP : 15 584, Dla
3	ATLANTIQUE ASSURANCES CAMROUN	BP : 3 073, Dla
4	CHANAS ASSURANCES S.A.	BP : 109, Dla
5	CPA S.A.	BP: 54, Dla
6	NSIA ASSURANCES S.A.	BP:2 759 Dla
7	PRO ASSUR SA.	BP: 5 963, Dla
8	PRUDENTIAL BENEFICIAL GENERAL INSURANCE S.A.	BP: 2 328, Dla
9	ROYAL ONYX INSURANCE CIE	BP: 12 230, Dla
10	SAAR S.A.	BP: 1 011, Dla
11	SANLAM ASSURANCES CAMEROUN	BP: 11 315, Dla
12	ZENITH INSSURANCE S.A.	BP : 1 540, Dla

Le reste sans changement.

Yaoundé, le 02 JUIN 2025

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM/ANRP
- Archives
- Affichage.



DIRECTEUR GENERAL
Dr Fimo Augustin

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

AUTORITE DE SURETE RADIOLOGIQUE
ET DE SECURITE NUCLEAIRE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

SERVICE DU BUDGET, DU MATERIEL ET
DU PATRIMOINE

BUREAU DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

RADIOLOGICAL SAFETY AND NUCLEAR
SECURITY AUTHORITY

DIRECTORATE GENERAL

DEPARTMENT OF ADMINISTRATIVE AND
FINANCIAL AFFAIRS

BUDGET, EQUIPMENT AND HERITAGE
SERVICE

CONTRACT'S OFFICE

**ADDITIONAL INFORMATION NO.0001/A/ASRAN/CIPM/2025 OF
FOR THE FOLLOWING TENDERS**

The Chief executive office of the Radiological Safety and Nuclear Security Authority/
Contracting Authority has the honor to inform to the suppliers of the below invitation to tender that
some provisions have been amended as follows:

**Open National Invitation to Tender N°0001/ONIT/NRPA/ITB/2023 OF 03 JUNE 2025
for the acquisition and installation of scientific equipment at ASRAN.**

The articles below are amended as follows:

I. Exhibit 1: Open National Invitation to Tender

Instead of:

17. Evaluation criteria

17.1. *Eliminatory criteria*

They include especially:

- Absence of bid bond at the opening of bids;
- Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- Failure to comply with at least 10 essential criteria over 13;
- Absence of prospectus, catalogue, drawing, or technical sheet produced by the manufacturer (where applicable);
- Failure to comply with one of the major technical specifications indicated in the technical specifications of the supplies un this Tender File;
- Absence or certificate of origin;
- Non-respect of at least 7YES/9 of minor criteria for the lot 1 technical specifications indicated in the technical specifications of the supplies under this Tender file;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- Absence of letter of submission;
- Absence of integrity charter;
- Absence of commitment statement to comply with environmental and social clauses.
- Failure to comply with the bid file format;
- Absence of the backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform.

Read:

17. Evaluation criteria

17.2. Eliminary criteria

They include especially:

- Failure to submit, beyond the 48 (forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the bid bond (formed in accordance with points I and II of Circular Letter No.000019/LC/MINMAP of June 5, 2024);
- Absence of a stamped bid bond with the handwritten mention of the issuing financial institution, security issued by the latter, accompanied by the deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC) (see points I and II of the aforementioned circular letter);
- False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- Failure to comply with at least 10 essential criteria over 13;
- Absence of prospectus, catalogue, drawing, or technical sheet produced by the manufacturer (where applicable);
- Failure to comply with one of the major technical specifications indicated in the technical specifications of the supplies un this Tender File;
- Absence or certificate of origin;
- Non-respect of at least 7YES/9 of minor criteria for the lot 1 technical specifications indicated in the technical specifications of the supplies under this Tender file;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- Absence of letter of submission;
- Absence of integrity charter;
- Absence of commitment statement to comply with environmental and social clauses.
- Failure to comply with the bid file format;
- Absence of the backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform.

II. Exhibit VI: Draft Letter of Instruction

Instead of:

Article 26 - Guarantees or Sureties (CCAG Article 32)

The Co-contractor shall provide guarantees from banks or financial institutions approved by the Minister of Finance or having an approved local correspondent.

The guarantees described below in favor of the Project Owner or the Delegated Project Owner are required within the time limits, for the amount, in the manner and in the form indicated below:

26.1. Final Security

- a) It shall be established and submitted to the Head of the Contract Department within a maximum of twenty (20) calendar days from the date of notification of the contract and in any case before the first payment.
- b) Its amount is set at 5% of the total contract price including tax, plus any amendments.
- c) The security shall be denominated in the currency(ies) of the Contract, or in a freely convertible currency satisfactory to the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority, and must follow one of the models provided in the Tender Documents, as indicated by the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority in the CCAP, or any other document satisfactory to the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority.
- d) The methods of substituting the surety bond are provided for in Article 140 of the Public Procurement Code.
- e) The final surety bond shall be returned consecutively by the Project Owner or the Delegated Project Owner within one month following the date of provisional acceptance of the works, following a release issued by the Project Owner or the Delegated Project Owner upon request from the co-contractor.
- f) Small and medium-sized enterprises with national capital and management, as well as civil society organizations, may provide, in lieu of the surety bond, either a certified check, a bank check, a legal

mortgage, or a guarantee from a banking institution or financial institution authorized in accordance with the regulations in force.

26.2. Performance Bond in Replacement of Retention Money

The retention money is set at 10% of the total amount of the purchase order, including tax.

The retention money or performance bond will be returned within 30 calendar days after final acceptance of the services, upon release of the guarantee issued by the Project Owner after the expiration of the guarantee period.

After the expiration of a period of 30 calendar days, the guarantees cease to have effect; the competent body is required to return these guarantees or release the retention money or performance bond upon simple request from the Co-contractor of the administration; unless the Project Owner has duly notified the Co-contractor's surety that it has not fulfilled all of its obligations.

In this case, the surety's commitment may only be terminated by release of the guarantee issued by the Project Owner.

26.3. Advance Payment Guarantee

The Project Owner will not grant an advance payment.

Read instead:

Article 26 - Guarantees or Sureties (CCAG Article 32)

The Co-contractor must provide guarantees from banks or financial institutions approved by the Minister of Finance or having an approved local correspondent.

The guarantees described below in favor of the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority are required within the time limits, for the amount, in the manner and in the form indicated below **and must be stamped with handwritten mention of the issuing financial institution, securities issued by the latter accompanied by the deposit receipts issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC) (see points I and II of circular letter n°000019/LC/MINMAP of June 5, 2024 relating to the procedures for the constitution, deposit, conservation, restitution and release of guarantees on public contracts):**

26.1. Final Security

- a) It shall be established and submitted to the Head of the Contract Department within a maximum of twenty (20) calendar days from the date of notification of the contract and in any case before the first payment.
- b) Its amount is set at 5% of the total contract price including tax, plus any amendments.
- c) The security shall be denominated in the currency(ies) of the Contract, or in a freely convertible currency satisfactory to the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority, and must follow one of the models provided in the Tender Documents, as indicated by the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority in the CCAP, or any other document satisfactory to the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority.
- d) The methods of substituting the surety bond are provided for in Article 140 of the Public Procurement Code.
- e) The final surety bond shall be returned consecutively by the Project Owner or the Delegated Project Owner within one month following the date of provisional acceptance of the works, following a release issued by the Project Owner or the Delegated Project Owner upon request from the co-contractor.
- f) Small and medium-sized enterprises with national capital and management, as well as civil society organizations, may provide, in lieu of the surety bond, either a certified check, a bank check, a legal mortgage, or a guarantee from a banking institution or financial institution authorized in accordance with the regulations in force.

26.2. Performance Bond in Replacement of Retention Money

The retention money is set at 10% of the total amount of the purchase order, including tax.

The retention money or performance bond will be returned within 30 calendar days after final acceptance of the services, upon release of the guarantee issued by the Project Owner after the expiration of the guarantee period.

After the expiration of a period of 30 calendar days, the guarantees cease to have effect; the competent body is required to return these guarantees or release the retention money or performance bond upon simple request from the Co-contractor of the administration; unless the Project Owner has duly notified the Co-contractor's surety that it has not fulfilled all of its obligations.

In this case, the surety's commitment may only be terminated by release of the guarantee issued by the Project Owner.

26.3. Advance Payment Guarantee

The Project Owner will not grant an advance payment.

III. . Exhibit XI: List of Banking Institutions and Financial Institutions Authorized to Issue Guarantees in the Context of Public Procurement

Instead of:

I- BANKS

N°	I- BANKS	Addresses
1	ACCESS BANK CAMEROON	BP: 6 000, Ydé
2	AFRILAND FIRST BANK	BP: 11 813, Ydé
3	BANCO NATIONAL DE GUINEA EQUATORIAL	BP : Ydé
4	BANQUE ATLANTIQUE DU CAMEROUN	BP : 2933, Dla
5	BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	BP: 12 962, Dla
6	BANQUE GABONAISE POUR LE FINANCEMENT INTERNATIONAL	BP: 660, Dla
7	BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT	BP: 1 925, Dla
8	BANK OF AFRICA CAMEROUN	BP: 4 593, Dla
9	CITI BANK CAMEROUN	BP: 4 571, Dla
10	COMMERCIAL BANK-CAMEROON	BP : 4004, Dla
11	CREDIT COMMUNAUTAIRE D'AFRIQUE-BANK	BP : 30 388, Ydé
12	ECOBANK CAMEROUN	BP: 582, Dla
13	LA REGIONALE BANK	BP: 30 145, Ydé
14	NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK	BP: 6578, Ydé
15	SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUES-CAMEROUN	BP : 300, Dla
16	SOCIETE GENERALE DU CAMEROUN	BP : 4 042, Dla
17	STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON	BP: 1784, Dla
18	UNION BANK OF CAMEROON	BP: 15 569, Dla
19	UNITED BANK FOR AFRICA	BP : 2 088, Dla
	II- COMPAGNIES D'ASSURANCES	
1	ACTIVA ASSURANCES S.A.	BP : 12 970, Dla
2	AREA ASSURANCES S.A	BP : 15 584, Dla
3	ATLANTIQUE ASSURANCES CAMROUN	BP : 3 073, Dla
4	CHANAS ASSURANCES S.A.	BP : 109, Dla
5	CPA S.A.	BP: 54, Dla
6	NSIA ASSURANCES S.A.	BP:2 759 Dla
7	PRO ASSUR SA.	BP: 5 963, Dla
8	PRUDENTIAL BENEFICIAL GENERAL INSURANCE S.A.	BP: 2 328, Dla
9	ROYAL ONYX INSURANCE CIE	BP: 12 230, Dla

10	SAAR S.A.	
11	SANLAM ASSURANCES CAMEROUN	BP: 1 011, Dla
12	SAHAM ASSURANCES S.A., B.P: 11315 Douala	BP: 12 125, Dla
13	ZENITH INSSURANCE S.A.	BP: 11 315, Dla
		BP : 1 540, Dla

Read instead:

I- BANKS

N°	I- BANKS	Addresses
1	ACCESS BANK CAMEROON	
2	AFRILAND FIRST BANK	BP: 6 000, Ydé
3	BANCO NATIONAL DE GUINEA EQUATORIAL (BANGE BANK Cameroun)	BP: 11 813, Ydé
4	BANQUE ATLANTIQUE DU CAMEROUN (BACM)	BP : 34 692 Ydé
5	BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (BC-PME)	BP : 2933, Dla
6	BANQUE GABONAISE POUR LE FINANCEMENT INTERNATIONAL (BGFI BANK)	BP: 12 962, Dla
7	BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT (BICEC)	BP: 660, Dla
8	CITI BANK CAMEROUN	BP: 1 925, Dla
9	COMMERCIAL BANK-CAMEROON (CBC)	BP: 4 571, Dla
10	CREDIT COMMUNAUTAIRE D'AFRIQUE-BANK (CCA-BANK)	BP : 4004, Dla
11	ECOBANK CAMEROUN (ECOBANK)	BP : 6 578, Ydé
12	LA REGIONALE BANK	BP: 582, Dla
13	NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK (NFC-BANK)	BP: 30 145, Ydé
14	SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUES-CAMEROUN (SCB-Cameroun)	BP: 6578, Ydé
15	SOCIETE GENERALE DU CAMEROUN (SGC)	BP : 300, Dla
16	STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON (SCBC)	BP : 4 042, Dla
17	UNION BANK OF CAMEROON (UBC)	BP: 1784, Dla
18	UNITED BANK FOR AFRICA (UBA)	BP: 15 569, Dla
	II- COMPAGNIES D'ASSURANCES	BP : 2 088, Dla
1	ACTIVA ASSURANCES S.A.	
2	AREA ASSURANCES S.A	BP : 12 970, Dla
3	ATLANTIQUE ASSURANCES CAMROUN	BP : 15 584, Dla
4	CHANAS ASSURANCES S.A.	BP : 3 073, Dla
5	CPA S.A.	BP : 109, Dla
6	NSIA ASSURANCES S.A.	BP: 54, Dla
7	PRO ASSUR SA.	BP:2 759 Dla
8	PRUDENTIAL BENEFICIAL GENERAL INSURANCE S.A.	BP: 5 963, Dla
9	ROYAL ONYX INSURANCE CIE	BP: 2 328, Dla
10	SAAR S.A.	BP: 12 230, Dla
11	SANLAM ASSURANCES CAMEROUN	BP: 1 011, Dla
12	ZENITH INSSURANCE S.A.	BP: 11 315, Dla
		BP : 1 540, Dla

The rest remain unchanged.

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- Chairperson/NRPA
- Archives
- Notice board



Yaounde, the **02 JUL 2025**

LE DIRECTEUR GENERAL

Dr. Simo Augustin